

Présidentielle 2022 en France : qui sont les candidats déclarés ?

► **Valérie Pécresse** a été désignée à l'issue d'une primaire au sein du parti **Les Républicains**.

Jamais une femme n'avait été candidate pour le parti héritier du gaullisme, passé entre les mains de Jacques Chirac (RPR) et de Nicolas Sarkozy (UMP).

Élue au second tour face au candidat incarnant l'aile radicale (la droite de la droite, Eric Ciotti), elle va devoir fédérer au maximum, prise en tenaille entre les électeurs les plus extrêmes tentés par Eric Zemmour et les plus centristes, parfaitement compatibles avec le (très probable) candidat de la majorité présidentielle, à savoir le président sortant Emmanuel Macron.

Décrite comme "*bosseuse*", "*méthodique*" et "*structurée*", Valérie Pécresse, née le 14 juillet 1967 à Neuilly-sur-Seine (ville chic de la région parisienne), est une habituée du tableau d'honneur: bac à 16 ans, grandes écoles...

Politiquement, elle incarne une droite libérale tant sur le plan économique que sur les questions de société. Valérie Pécresse a, par le passé, été deux fois ministre (Budget et Enseignement supérieur). Elle préside actuellement la région Ile-de-France (région parisienne), qui compte Paris et sept départements. C'est la région la plus peuplée de France.



► De l'autre côté de l'échiquier politique, le **Parti socialiste** a également désigné une femme. La maire de Paris, **Anne Hidalgo**, portera les couleurs du parti de François Mitterrand. Un "rose" très affaibli puisque le PS est exsangue. Cinq ans après le départ de François Hollande de l'Élysée et la défaite cuisante du candidat socialiste Benoît Hamon, le parti s'est délité. Tout comme *les Républicains* à droite, le *Parti socialiste* s'est vu siphonné par *la République en marche* d'Emmanuel Macron. Certains de ses anciens cadres importants ont, quant à eux,

abandonné la vie politique. Depuis le début de sa campagne, Anne Hidalgo peine à attirer l'attention et les sondages lui sont très défavorables.

► Voilà près de deux ans, le 16 janvier 2020, que **Marine Le Pen** a annoncé qu'elle serait dans la course. L'héritière du *Front national*, rebaptisé **Rassemblement national**, de son père Jean-Marie Le Pen (avec qui elle entretient aujourd'hui des relations complexes) se présente pour la 3e fois à la présidentielle. En 2012, arrivée en 3e position avec 17,9% des voix, elle avait été éliminée dès le 1er tour. En 2017, elle s'était qualifiée pour le 2nd tour où elle avait échoué face à Emmanuel Macron. Depuis, son parti a connu des périodes compliquées ; sa politique de "dédiabolisation" du RN a laissé des traces.

Celle qui se voyait déjà à l'Élysée en 2022 doit, en outre, compter désormais avec un adversaire au sein-même de l'extrême-droite, l'ancien journaliste Eric Zemmour.



► **Yannick Jadot** défendra, pour sa part, les couleurs vertes de l'écologie. Désigné candidat des **Verts** au terme d'une primaire, il incarne une aile modérée du parti.

Mais son résultat serré (à peine plus de 51% des voix au second tour) face à la candidature nettement plus radicale et écoféministe de Sandrine Rousseau le contraint à essayer de ratisser au plus large au sein de son propre camp.

L'ex-directeur des campagnes de l'ONG environnementale Greenpeace porte, en outre, la parole écologique alors que le sujet figure au programme de l'ensemble du champ politique.



► C'est une 3e candidature pour **Jean-Luc Mélenchon**.

Ancien ministre socialiste (au début des années 2000), il se présente sous les couleurs de son propre parti, **La France insoumise**. Cultivé et volontiers râleur, il est un vieux loup de la politique française.

A 70 ans, il a déjà été également député européen, député français ou encore sénateur. En 2017, il était arrivé en 4e position mais avec un score très élevé à moins de 2% de Marine Le Pen.

En se présentant en novembre 2020, il avait tenu à surfer sur la vague des Gilets jaunes en soumettant sa candidature au parrainage citoyens. Avec 150.000 signatures, un pari gagné, même si l'initiative n'a pas fondamentalement marqué les esprits.



► Trois autres candidats souhaitent incarner la gauche de la gauche dans cette campagne électorale.

Nathalie Arthaud, la candidate de **Lutte ouvrière** va se présenter une troisième fois face aux Français après 2012 (0,7% des voix) et 2017 (0,6% des voix). Née en février 1970, agrégée d'économie et gestion, elle est enseignante à Aubervilliers près de Paris.

Philippe Poutou, ancien ouvrier de l'usine Ford de Blanquefort en Gironde portera les couleurs du **Nouveau parti**

anticapitaliste (NPA).

Pour lui aussi, c'est une 3e candidature après 2012 (1,15% des voix) et 2017 (1,09% des voix). Il avait succédé à Olivier Besancenot pour incarner l'ex-Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine.

En 2012 et 2017, les communistes s'étaient alliés avec Jean-Luc Mélenchon, le candidat de La France Insoumise. Ce ne sera pas le cas l'an prochain. Le **Parti communiste** a voté pour la candidature de **Fabien Roussel**. Né en 1969, cet ancien journaliste dirige le PC depuis 2018. Il est par ailleurs député du Nord.

Le calendrier de la présidentielle

◆ Nous sommes pour l'instant en phase de rodage dans cette présidentielle 2022. Il n'y a encore aucun candidat officiel, mais juste des candidats déclarés à qui il n'a, jusqu'à présent, qu'été demandé (**depuis le 1er juillet 2021**) de déclarer en préfecture le mandataire de son choix pour collecter les fonds destinés au financement de sa campagne.

◆ **4 mars 2022** : clôture du dépôt des candidatures. Chaque candidat doit avoir obtenu le parrainage de 500 élus (maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et départementaux...). Ce 4 mars correspond aussi à la limite d'inscription sur les listes électorales.

◆ **11 mars 2022** : publication de la liste des candidats par le Conseil constitutionnel qui aura, auparavant, vérifié les parrainages (les fameuses 500 signatures) provenant d'au moins 30 départements, avec un maximum de 50 pour un même département. Il doit également vérifier que chaque candidat est bien éligible et a déposé un dossier complet.

◆ **28 mars 2022** : lancement de la campagne officielle. Désormais, c'est la règle strict et rigoureuse de l'égalité du temps de parole entre les candidats qui s'applique dans les médias traditionnels.

◆ **Dimanche 10 avril 2022** : premier tour de l'élection présidentielle dont les médias donnent des résultats non-officiels (mais généralement parfaitement fiables) à la clôture de tous les bureaux de vote à 20h heure française.

◆ **Dimanche 24 avril 2022** : second tour entre les deux candidats arrivés en tête au premier tour.

◆ **13 mai 2022 au plus tard** : passation de pouvoir.

Eric Zemmour, le plus médiatique

A 63 ans, il a créé son propre parti, *Reconquête*, mais reste à l'écart des principales écuries politiques dont il est la principale cible (un statut sur lequel il s'appuie pour mobiliser). Après une annonce de candidature via une vidéo grandiloquente et décriée, il a tenu son premier meeting de campagne le dimanche 5 décembre 2021 dans une ambiance houleuse.

Avec des intentions de vote élevées au cours des derniers mois, celui que l'on présentait alors comme un "polémiste" a attiré une bonne partie de l'attention sur sa personne et son programme.

Son projet : que les Français "se sentent de nouveau chez eux".

Condamné à deux reprises par le passé pour provocation à la haine raciale, il se présente pour "sauver" la France "en train de disparaître" et "pour que nos filles ne soient pas voilées et que nos fils ne soient pas soumis". Ses adversaires ? Les "bien-pensants", les "élites", universitaires, journalistes, syndicalistes, ainsi que les "islamo-gauchistes" et les tenants de "la théorie du genre".



Christiane Taubira et la "Primaire populaire"



Elle est une figure populaire à gauche depuis son passage au ministère de la Justice sous la présidence de François Hollande. C'est à ce titre qu'elle avait porté la loi sur le "Mariage pour tous". **Christiane Taubira** a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle samedi 15 janvier. Elle a affirmé vouloir répondre "aux colères" face aux "injustices sociales" et a déclaré vouloir notamment convoquer une "conférence sur les salaires" et défendre un gouvernement "qui sache dialoguer au lieu de moraliser et de caporaliser".

Le dimanche 9 janvier, elle annonçait sa volonté de se soumettre au résultat de la Primaire populaire. Cette initiative citoyenne est destinée à désigner un ou une candidat.e de gauche à la présidentielle pour faire le poids face à Emmanuel Macron, Marine Le Pen ou un autre "gros candidat".

Mais l'idée de cette primaire peine à fédérer. Les principales personnalités de gauche que sont Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel et Yannick Jadot lui ont adressé une fin de non-recevoir. Aucune figure de gauche n'est à même aujourd'hui de rivaliser avec la droite ou avec Emmanuel Macron.

Des visages connus

► Né en 1981, **Florian Philippot** a été entre 2012 et 2017 une figure incontournable du *Front national*, âme damnée de Marine Le Pen, avant de se brouiller.

La ligne qualifiée de "sociale-souverainiste" de celui qui a fait ses armes en politique aux côtés de Jean-Pierre Chevènement, était de plus en plus critiquée au sein du parti. Député européen jusqu'en 2019, il a créé son propre parti, **Les Patriotes**, et a largement surfé ces derniers mois sur la fronde anti-vaccin et anti-passe sanitaire.



Antoine Waechter, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle, Florian Philippot et Gaspard Koenig.

► Lui aussi essaie de profiter de la grogne contre le passe sanitaire, et une fois encore il promet de créer la surprise : **Nicolas Dupont-Aignan** se présente pour la troisième fois cette année. Se disant gaulliste et souverainiste, l'ancien maire de Yerres (au sud de Paris), fondateur de **Debout la France**, avait soutenu Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2017, après avoir lui-même obtenu un peu moins de 5% au premier.

► **Résistons !** Ainsi se nomme le parti du truculent député **Jean Lassalle**. C'est la seconde candidature de cet élu du sud-ouest qui s'est fait connaître par quelques coups d'éclat à l'Assemblée nationale et une grève de la faim en 2006, "*l'acte de ma vie dont je suis le plus fier*", affirmait-il quinze ans après au quotidien régional *Sud-Ouest*.

► Figure du mouvement écologiste des années 80, **Antoine Waechter** revient cette année 34 ans après sa précédente candidature officielle.

En annonçant son retour en septembre 2021, ce vétéran de 72 ans qui avait obtenu moins de 4% des voix en 1988 et n'avait pas obtenu les parrainages en 2017, expliquait pourquoi il ne ralliait pas *Europe Ecologie Les Verts* derrière Yannick Jadot : "*Malgré la poussée de la sensibilité écologiste dans l'opinion, une bonne partie de ce public n'ira pas voter pour un candidat Vert, tout simplement parce qu'un certain nombre d'éléments le bloquent, en particulier cette volonté (d'EELV) de se positionner dans le paysage politique de gauche*", soulignant au passage "*le caractère utopique de rassembler les écologistes*".

► Il arpente les plateaux de télévision et les studios de radio pour dire tout le mal qu'il pense du "*poids de l'Etat*" dans le quotidien des Français. Le philosophe **Gaspard Koenig**, 39 ans, a annoncé mardi 11 janvier sa décision de se lancer dans la course à l'Elysée avec l'ambition de "*simplifier*" la vie des Français, en réduisant "*par 100 le nombre de normes*", qu'il présente comme "*une prison bureaucratique*". "*Le but aujourd'hui, c'est de redonner de la liberté, de la responsabilité, de l'autonomie pour que les gens prennent leur décision*", explique-t-il.

Les Gilets jaunes

Jacline Mouraud ayant jeté l'éponge pour aller soutenir Eric Zemmour, il reste tout de même trois candidats issus de la dynamique liée au mouvement des Gilets jaunes qui a marqué le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Fabrice Grimal est le fondateur du projet **Gouv** issu du mouvement ; **Clara Egger**, soutenue par le **Mouvement espoir RIC 2022**, est enseignante-chercheuse aux Pays-Bas. Le RIC est le Référendum d'initiative populaire, l'une des revendications phares des manifestants qui ont occupé les ronds-points et sillonné les rues des grandes villes depuis la fin 2018.

Éric Drouet a, quant à lui, été un des leaders nationaux du mouvement des Gilets jaunes.



Les "petits" candidats

► **François Asselineau** - Le président de l'**UPR (Union populaire républicaine)** avait annoncé sa candidature en 2022 dès le 4 avril 2019 dans une interview sur France 2. Déjà candidat en 2017, il avait séduit 0,92% des électeurs.

► **Nagib Azergui** - Il est le fondateur de "**l'Union des démocrates musulmans français (UDMF)**".

► **Stéphane Tauthui** - C'est un conseiller municipal divers droite de Malakoff (Hauts-de-Seine, à l'ouest de Paris).

► **Benjamin Victor Boucher** - Employé de parapharmacie du Cantal (Centre de la France), originaire de l'île de la Réunion, il appartient au mouvement citoyen "**Union essentielle**".

► **Hélène Thouy** - Cette avocate de 37 ans est la co-fondatrice de "**Parti animaliste**". Ce parti s'était fait surtout connaître lors des dernières élections européennes, en 2017 où il avait recueilli 2,2% des suffrages, non loin derrière les communistes ou les centristes de l'UDI.

► **Philippe Furlan** - Ingénieur informaticien du Jura, il se présente comme un "*simple citoyen pragmatique passionné, humaniste et pacifiste*".

► **Stéphane Wendlinger** - Il est professeur de mathématiques en Ardèche.

► **Luc Laforests** - Fondateur de "**Une perspective, la 6e République (1P6R)**", il est ingénieur informaticien.

► **Georges Kuzmanovic** - Ancien membre de la *France Insoumise*, il préside le parti "**République souveraine**".

► **Gildas Vieira** - À la tête du mouvement "**La France autrement**", il a été adjoint au maire de Blois

(Loir-et-Cher).

- ▶ **Martin Rocca** - C'est un étudiant de 21 ans de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- ▶ **Alexandre Langlois** - Ce policier est le secrétaire général du syndicat de police *Vigi*.
- ▶ **Clément Wittmann** - Cet écologiste de Nancy est un partisan de la décroissance.
- ▶ **Anasse Kazib** - Figure de la grève des cheminots en 2018, il est délégué syndical à *Sud-rail*.
- ▶ **Marie Cau** - Elle est la première maire transgenre de France et dirige la municipalité de Tilloy-lez-Marchienne (Nord).
- ▶ **Gérard Pignol** - Ce retraité est un ancien principal de collège à Oullins (Rhône). C'est par une chanson qu'il a annoncé sa candidature.
- ▶ **Antoine Martinez** - Ce général est un ancien officier de l'armée de l'air.
- ▶ **Hadama Traoré** - À la tête du collectif "**La révolution est en marche**", il est militant associatif à Aulnay-sous-Bois (Seine Saint-Denis, région parisienne).
- ▶ **Gilles Lazzarini** - À la tête du parti "**P5**", ce chef d'entreprise a fondé une ONG environnementale.
- ▶ **Stéphanie Rivoal** - Ambassadrice de France en Ouganda avant de piloter le sommet Afrique-France qui devait se tenir à Bordeaux en 2020, Stéphanie Rivoal est aussi l'ex-présidente de l'ONG *Action contre la faim*. Elle se dit "*décue du macronisme*".
- ▶ **Fadi Kassem** - Secrétaire national du Pôle de renaissance communiste en France (PRCF) est un professeur d'histoire-géographie dans l'enseignement secondaire agrégé d'histoire et syndicaliste. Il portera le programme proposé par le PRCF pour l'élection présidentielle.

Et Emmanuel Macron ?

Officiellement, en ce début janvier, le président sortant n'est pas encore candidat. Mais en début de semaine, dans les colonnes du Parisien, il a évoqué le sujet. Reconnaisant su'il avait "*envie*" d'être candidat et rejetant tout "*faux suspens*", il a néanmoins expliqué qu'il "*dira ce qu'il en est*", dès que "*la situation sanitaire le permettra*". Depuis plusieurs semaines, Emmanuel Macron multiplie les déplacements de plusieurs jours en province, s'attirant les foudres des partis d'opposition pour qui il fait campagne au frais de la République.



La réponse, réitérée à nouveau ce mardi 7 décembre par le porte-parole du gouvernement, est automatique : "*Pas question de mettre la présidence entre parenthèses pour cause d'élection présidentielle, l'opposition parle, le président agit !*"

Pour sa première candidature en 2017, Emmanuel Macron avait été élu avec 66,1% des voix contre Marine Le Pen.

Ils ont jeté l'éponge

- ▶ **Jacline Mouraud**. Elle a été une des premières figures du mouvement des Gilets jaunes en novembre 2018. Le 5 décembre 2021 elle renonce à se présenter et apporte son soutien au candidat d'extrême-droite Eric Zemmour.
- ▶ Il a lui aussi choisi de soutenir Zemmour : le très droitier **Jean-Frédéric Poisson** ne présentera pas de candidature pour son parti **VIA, la voie du peuple**, anciennement Parti chrétien-démocrate.
- ▶ **Arnaud Montebourg**. L'ancien ministre socialiste a annoncé le retrait de sa candidature le 19 janvier 2022, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux. Il explique dans cette vidéo qu'il n'a « *pas réussi à réunir dans un programme commun (sa) candidature à d'autres candidatures* » de gauche.